Ensemble pour une agriculture plus durable au Togo

Encourager des pratiques agroécologiques

Le Secaar (Service Chrétien d'Appui à l'Animation Rurale), acteur majeur du développement rural en Afrique, s'engage à trouver des solutions concrètes face aux défis liés à l'usage intensif d'engrais chimiques et de pesticides. Pour accompagner les agriculteurs et agricultrices dans cette transition, le Secaar met en place un projet innovant qui vise à :

- Remplacer les produits chimiques de synthèse par des alternatives naturelles (biopesticides et compost) ;
- Former les agriculteurs aux pratiques agroécologiques et au séchage solaire de légumes produits localement ;
- Réduire l'empreinte écologique des exploitations agricoles en limitant leurs émissions de gaz à effet de serre.

À travers ce projet, le Secaar ne se limite pas à la sensibilisation : il fournit aux producteurs des outils et un savoir-faire pour une agriculture plus responsable, durable et respectueuse de l'environnement.

Une initiative rendu possible grâce à votre soutien

En début d'année 2025, le Défap a lancé une campagne d'appel aux dons afin de soutenir ce projet. Résultat : 6 300 € ont pu être réunis, garantissant sa mise en œuvre.Ce financement

provient :

- à 58,3 % du Défap, dans le cadre de son programme de compensation carbone ;
- à 41,7 % des contributions généreuses des donateurs et donatrices.

Un bel exemple de coopération et de solidarité pour rendre possible une initiative porteuse d'avenir.

Le projet entre en action

Grâce à ces financements, le Secaar a déjà pu franchir une étape décisive. Deux machines essentielles ont été achetées et réceptionnées : une machine de fabrication de bioprotecteurs et un séchoir solaire. Le 19 septembre, des membres de l'équipe du Secaar ont suivi une formation pour apprendre à utiliser ces équipements. Ces outils permettront non seulement de réduire l'usage des intrants chimiques, mais aussi d'ouvrir de nouvelles perspectives de valorisation des produits agricoles locaux.

Le Défap au Bénin: le CIPCRE pour le développement holistique et l'accueil des envoyés

Du 29 mai au 3 juin 2025 Maëlle Nkot, Responsable projets et partenariats au Défap, s'est rendue au Bénin afin de découvrir les activités du Cercle International pour la Promotion de la

Création au Bénin (CIPCRE-Bénin), nouveau partenaire du Défap via le réseau Secaar, et d'explorer des pistes de collaboration concrète autour de projets environnementaux et de l'accueil de volontaires.

La rencontre d'un partenaire engagé : le CIPCRE-Bénin

Créée en 1990 au Cameroun et implantée depuis 1995 au Bénin,le Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE) est une organisation non gouvernementale d'écologie et de développement holistique. Elle se veut à la fois un espace de promotion du dialogue social, et un acteur de défense des droits humains et de la démocratie. Son ancrage institutionnel, ses partenariats internationaux (Pain pour le Monde, DM, Plan International France, Eriks Development Partner, etc.) et sa proximité avec les autorités locales en font un acteur clé au service du bien commun.

Sa mission est de favoriser la transformation des structures sociales et de renforcer les capacités des populations les plus vulnérables, afin qu'elles puissent mieux prendre en main leur propre développement.Dans ses zones d'intervention, le CIPCRE s'attache à contribuer à l'éradication de la pauvreté et de la faim, à promouvoir les droits des femmes et des enfants, et à encourager l'émergence d'une société pacifique, capable de réduire sa vulnérabilité face aux changements climatiques.

Les biodigesteurs : une innovation au service des communautés

La mission a permis de visiter deux projets de biodigesteurs, un dispositif qui permet de transformer les déchets agricoles ou ménagers, tels que les restes alimentaires ou les résidus agricoles, en ressources utiles. Grâce à un processus naturel

de décomposition contrôlée, le biodigesteur produit d'une part un digestat riche en nutriments, utilisable comme fertilisant naturel pour enrichir les sols, et d'autre part du biogaz, une énergie renouvelable pouvant servir à la cuisson ou à l'éclairage. Cette technologie présente de nombreux avantages : elle réduit considérablement la quantité de déchets à gérer, limite les nuisances (odeurs, nuisibles), diminue la dépendance au bois de chauffe et aux énergies fossiles, et génère des économies en matière de gestion des déchets et d'achat d'engrais ou de combustible. En favorisant la valorisation locale des déchets, le biodigesteur contribue ainsi à un modèle de développement plus durable, à la fois écologique et économique.À Kpanoukpadé, le projet, financé par l'Entraide Luthérienne de Paris, a été reçu avec enthousiasme par la population locale qui s'est montrée très intéressée, disposée à participer à la mise en œuvre et déjà demandeuse d'un deuxième biodigesteur. À Agbonan, le projet de biodigesteur financé par le Défap (dans le cadre de sa démarche de compensation carbone) servira à alimenter la cantine scolaire de l'école primaire publique et les fertilisants seront distribués aux paysans du village.

Ces projets de biodigesteurs pourront potentiellement être dupliqués dans d'autres villages ou communes, en fonction des besoins et des possibilités de financements. La commune de Bonou, dont dépend le village d'Agbonan a même déjà manifesté son intérêt pour ce projet.

Ces projets montrent comment l'innovation écologique peut répondre à des enjeux multiples : accès à l'énergie, lutte contre la déforestation, amélioration de la sécurité alimentaire et développement communautaire.

La Quinzaine Environnementale : un

temps fort de mobilisation

La mission a également coïncidé avec le lancement de la 3e édition de la Quinzaine Environnementale, organisée par le CIPCRE-Bénin. Placée en 2025 sous le thème « Mettre fin à la pollution plastique », cette initiative touche 17 villages dans 11 communes et propose reboisement, assainissement, actions de sensibilisation et alternatives concrètes aux plastiques. À Agbonan, le lancement a réuni autorités locales et départementale, enseignants, élèves et responsables du CIPCRE autour d'actions symboliques et éducatives : sensibilisation sur la pollution plastique, dons de poubelles, tri des déchets, plantation d'arbres.

L'accueil des futurs envoyés du Défap

Cette mission a également permis d'aborder la question de l'accueil des volontaires envoyés par le Défap. Le CIPCRE-Bénin s'est montré pleinement ouvert à accueillir des envoyés, quelle que soit leur confession.L'accueil se fait prioritairement en famille, dans un esprit d'hospitalité et de proximité, avec une attention portée aux conditions de logement. Cette expérience a déjà été menée avec succès pour d'autres volontaires internationaux, notamment ceux envoyés par DM, et le Défap pourra s'appuyer sur ce savoir-faire pour déployer de futures missions.

Cette mission confirme la pertinence du partenariat entre le Défap et le CIPCRE-Bénin. À travers les projets de biodigesteurs, la mobilisation communautaire et l'accueil de volontaires, une dynamique s'installe, à la croisée des enjeux écologiques, sociaux et partenariaux. Le Défap entend poursuivre cette collaboration, afin de soutenir des initiatives locales porteuses d'impact durable pour les

communautés béninoises.

Au Maroc, des partenariats concrets pour une entraide incarnée

Du 31 mars au 10 avril 2025, Maëlle Nkot, responsable projets et partenariats au Défap, s'est rendue au Maroc pour une mission de terrain riche en rencontres et en découvertes. Cette visite a permis de mesurer concrètement l'impact des actions menées en faveur des migrants subsahariens et des populations locales fragilisées par le Comité d'Entraide Internationale (CEI), service diaconal de l'Église Évangélique au Maroc (EEAM) et partenaire historique du Défap au Maroc.

Une présence engagée auprès des migrants

À Agadir, Casablanca, Marrakech, Rabat et dans 7 autres villes du Maroc, les équipes locales du CEI œuvrent avec dévouement pour apporter un soutien humanitaire, médical, administratif et spirituel à des centaines de familles en grande précarité.

Maëlle Nkot a pu visiter plusieurs villages à la périphérie d'Agadir, où des femmes migrantes, souvent mères célibataires, peinent à faire garder leurs enfants pendant leurs longues journées de travail (le plus souvent dans les fermes). Le CEI envisage d'y développer des projets de crèches communautaires, avec un accompagnement logistique et financier durant les premières années.

À Marrakech, Rabat et Casablanca, les permanences hebdomadaires du CEI permettent d'accueillir les bénéficiaires sans distinction de genre, de religion ou d'origine, dans une ambiance fraternelle et respectueuse. Problèmes d'accès aux soins, d'état civil, d'hébergement ou de violences : les équipes locales apportent écoute, orientation et aide directe. L'accueil inconditionnel prôné par le CEI incarne pleinement les valeurs de l'Évangile.

Une solidarité étendue aux victimes du séisme

En novembre 2023, la Fondation du Protestantisme a soutenu le CEI et son projet de réponse au séisme du 8 septembre de la même année, à hauteur de 20 000 €. Une partie de ces fonds a été réallouée à un projet, et le CEI a pu élargir son action en faveur des populations sinistrées . À Boughzir, village isolé de l'Atlas, un projet d'adduction d'eau est en cours de réalisation, en partenariat avec la High Atlas Foundation. Trois bassins ont été construits pour permettre un accès durable à l'eau potable et à l'irrigation à 23 familles encore hébergées sous tentes. Une manière concrète de témoigner de la solidarité protestante au-delà des frontières confessionnelles.

Un engagement pour la jeunesse et l'avenir

Le CEI soutient également des étudiants subsahariens et haïtiens installés au Maroc, souvent confrontés à une précarité économique. Les bourses accordées, permettent à ces jeunes de poursuivre leurs études dans de meilleures conditions. Maëlle Nkot a pu échanger avec certains d'entre eux à Rabat, soulignant leur courage, leur forte motivation à réusssir leurs études malgré les difficultés et leur volonté

de contribuer au développement de leurs pays d'origine.

La mission s'est également achevée par une rencontre à l'Institut œcuménique Al Mowafaqa, où Maëlle Nkot a pu rencontrer Benjamin Klintoe, étudiant en Théologie à l'IPT de Paris et boursier du Défap. Il y a effectué un séjour d'études d'un semestre (janvier – juin 2025). Benjamin décrit cette expérience au Maroc comme une immersion enrichissante, dans une autre manière de vivre la foi, entre diversité culturelle, recherche spirituelle et engagement interreligieux.

À travers cette mission, le Défap réaffirme son engagement pour une solidarité vivante, incarnée sur le terrain, et portée par des relations de confiance avec ses partenaires. Au Maroc comme ailleurs, l'Évangile se traduit en actes, au service des plus vulnérables.

Le Centre de Formation de l'EPED : un levier d'insertion sociale à Djibouti

Depuis 1984, le Centre de Formation de l'Église Protestante Évangélique de Djibouti (EPED) agit efficacement pour offrir une seconde chance aux jeunes en difficulté et accompagner les personnes vulnérables vers l'autonomie. Entretien avec son administrateur, Pierre Tshimanga Mukendi, qui coordonne les projets éducatifs du centre depuis 2005.

Un centre engagé auprès des publics les plus vulnérables

Né d’une initiative de l’Église Protestante Évangélique de Djibouti en 1984, le Centre de Formation et de Service Social de l’EPED est bien plus qu’un simple établissement éducatif. Il est devenu, au fil des années, un véritable tremplin pour des jeunes en situation d’échec scolaire, des femmes en difficulté, des enfants des rues, et surtout des personnes vivant avec un handicap.

« Nous croyons que le développement passe par l’autonomisation », explique Pierre Tshimanga Mukendi. Chaque année, le centre forme en moyenne 50 jeunes, dans des secteurs porteurs comme l’infographie, la couture, ou encore l’audiovisuel. Près de 1 200 jeunes ont déjà été accompagnés depuis la création du centre.

Pour répondre aux besoins spécifiques de ses bénéficiaires, l’EPED adapte ses programmes : les formations tiennent compte des réalités du marché de l’emploi local, et un stage en entreprise de 45 jours est systématiquement intégré au parcours. L’âge requis varie selon les filières, avec une attention particulière portée aux femmes et aux personnes en situation de handicap.

Des outils concrets pour une inclusion durable

Le centre dispose d’un équipement moderne et accessible : deux salles informatiques, un atelier audiovisuel, une centrale photovoltaïque pédagogique et une salle de couture. Les formateurs, issus du ministère de l’Éducation ou envoyés par des églises partenaires internationales, sont formés à l’accompagnement des publics à besoins spécifiques.

Au-delà de la formation, l’EPED mène un véritable travail de plaidoyer pour favoriser l’insertion professionnelle. Grâce à ses partenariats avec des institutions nationales comme l’ANPH, le MENFOP ou le MASS, et avec le soutien d’organisations internationales telles que la Conférence des Églises de toute l’Afrique ou l’Union Européenne, le centre multiplie les passerelles vers l’emploi.

« Cette année, nous avons constaté de réelles avancées dans l’insertion des personnes handicapées grâce à l’engagement de l’ANPH », souligne M. Mukendi, qui remercie également les autorités djiboutiennes pour leur appui constant. Il salue notamment la politique inclusive portée par le Président de la République, Ismaël Omar Guelleh, et la collaboration étroite avec la société civile.

Fort de son expérience, l’EPED prépare de nouveaux projets : dès octobre 2025, des formations en pâtisserie adaptées aux personnes en situation de handicap verront le jour, ainsi que des modules en maçonnerie de finition.

À travers une approche centrée sur la dignité, l’utilité et l’inclusion, le centre confirme son rôle essentiel dans le paysage social djiboutien. Discret mais déterminé, il continue, année après année, à transformer des parcours de vie.

Le Défap en Tunisie : Des Partenariats Durables au

Service de l’Engagement

Du 10 au 14 mars 2025, Caroline Mpessa Lobe, responsable du Volontariat au Défap, s’est rendue en Tunisie. Cette mission avait un triple objectif : renouer les liens avec des partenaires de longue date, visiter des projets concrets sur le terrain et rencontrer les volontaires engagés. Dans un contexte tunisien en évolution, marqué par des tensions sociales mais aussi par une vitalité associative forte, le séjour a permis de prendre toute la mesure des besoins, des dynamiques locales et du rôle que peut jouer le Défap dans l’accompagnement de ces initiatives.

Construire, transmettre, accompagner : les partenaires du Défap à l’œuvre

L’Église Réformée de Tunisie (ERT)

Présente à Tunis et à Sfax, l’ERT a vu son visage évoluer avec l’arrivée de nombreux étudiants d’Afrique subsaharienne et le dynamisme de pasteurs engagés. Profondément ancrée dans l’héritage protestant, elle assume aujourd’hui une mission sociale forte face à l’augmentation de la précarité migrante dans un contexte politique tendu.

Si ses ressources restent limitées, son engagement est intact, et ses relations œcuméniques fécondes. L’ERT souhaite accueillir un volontaire en appui à la structuration de son action sociale : un soutien précieux pour renforcer le travail déjà mené avec les plus vulnérables.

L’Association tunisienne d’agriculture

environnementale (ATAE, ou Abel Granier)

Fondée par May Granier, 82 ans, l’ATAE porte une vision humaniste et durable de l’agriculture. Malgré des défis organisationnels et financiers importants, cette association de terrain poursuit son action au plus près des agriculteurs, pour préserver les sols et les pratiques locales.Les volontaires envoyés par le Défap y jouent un rôle-clé dans la gestion de projets, la recherche de financements et l’appui technique. L’ATAE souhaite poursuivre et renouveler cette coopération, signe de sa reconnaissance pour l’accompagnement apporté par le Défap.

L’école Kallaline

Située dans la médina de Tunis, l’école Kallaline bénéficie du label FrancÉducation et propose un enseignement primaire bilingue. Après quelques années sans volontaire, l’école s’était montrée favorable à un nouvel envoi à la rentrée 2025.

Mais son changement de statut rend juridiquement impossible l’accueil de volontaires en VSI ou service civique. Le partenariat est donc suspendu, malgré l’attachement historique à ce projet éducatif d’excellence.

Trois visages de l’engagement en Tunisie

La mission a permis de riches échanges avec l’Espace Volontariats de France Volontaires, qui reste un interlocuteur essentiel pour le suivi, la logistique et les perspectives de coopération en Tunisie. Les volontaires rencontrés incarnent pleinement les valeurs de service et de solidarité portées par le Défap.

Laurent

Volontaire depuis août 2024 à l'ATAE, il œuvre à la structuration interne de l'équipe, à la coordination de projets et à la recherche de financements. Très investi, il a su renforcer l'efficacité organisationnelle de l'association. Son engagement pourrait se poursuivre, à titre bénévole, au-delà de son VSI.

Stéfanie

Volontaire depuis plusieurs années, elle mène aujourd'hui un projet de banque fourragère dans le sud de Tunis. Entre enquêtes de terrain, ateliers avec les agriculteurs et démarches institutionnelles, elle contribue à une gestion durable de l'eau et des ressources agricoles. Parlant arabe et bien intégrée, elle projette aussi un projet d'école verte dans la même région.

Tijmen

Engagé sur des projets agricoles et commerciaux entre l'ATAE et TGS Agro-business, il jongle entre innovation agronomique, coordination logistique et enjeux commerciaux complexes. Très impliqué dans la vie de l'ERT, il milite pour un équilibre entre business et mission spirituelle.

Tous trois témoignent d'un engagement profond, d'une belle intégration locale, et d'un lien fort avec l'ancienne équipe de volontaires restés en Tunisie, notamment Benoît et Patricia.

Des perspectives pour une solidarité durable

Cette semaine de mission a permis de reprendre la mesure du terrain, dans sa complexité et sa beauté : échanges sous le

soleil, visites de fermes, repas partagés, balades dans Tunis… autant de moments précieux qui nourrissent l'action du Défap.

Dans un contexte en constante évolution, l'appui aux associations locales, comme l'ATAE, demeure pertinent et nécessaire. La volonté de l'ERT de renforcer son action sociale appelle également une attention renouvelée. Enfin, la question de la réciprocité reste ouverte, avec des partenaires prêts à s'y engager.

Au-delà des projets, ce sont des femmes et des hommes qui portent une espérance concrète, à travers leur foi, leur travail et leurs liens. Le Défap, par sa présence discrète et fidèle, continue de soutenir cet élan vivant de solidarité.

Goma sous le feu : témoignage d'un pasteur pris au cœur du chaos

Bloqué à Goma en raison du conflit, le Dr Fiston Mumbere Ngesera, pasteur et enseignant, livre un témoignage bouleversant sur l'entrée du mouvement AFC/M23 dans la ville. Entre panique, coupures d'électricité, pénurie d'eau et combats meurtriers, il raconte la détresse d'une population prise au piège des violences. Un appel à la solidarité a été lancé le 5 février dernier par Solidarité Protestante.



Appel à la solidarité lancé par Solidarité Protestante

« L'entrée du mouvement AFC/M23 dans la ville de Goma a fait naître une grande panique et de la psychose au sein de la population. Notons d'abord que la ville se trouvait dans un contexte très sensible à cause de l'intensité de sa population. Près de deux millions d'habitants sur une superficie d'environ 75,72 Km², logeant en plus, dans des camps en banches ; plus de 650 000 personnes déplacées de guerre à cause des combats, venant des zones périphériques. De plus, la ville était très militarisée, hébergeant le commandement général et le gouverneur militaire comme capital de la Province.

Tout a commencé le samedi 25 janvier 2025 où, au rapprochement de la guerre, toutes les institutions de formation scolaires et universitaires ont été obligées de renvoyer les apprenants à leurs domiciles, les marchés de fermer afin de permettre à chacun de rester près de sa famille. Personnellement, j'ai été appelé pour récupérer mon fils d'urgence et, étant de service à la paroisse, j'ai été obligé de libérer urgemment les fidèles afin de leur permettre de rejoindre leurs familles. Entretemps, un mouvement accru de militaires s'est ressenti

dans la ville et la pression de la guerre a visiblement été manifeste. Le même jour, sous les tirs des armes lourdes et légères, le courant a été coupé et déjà, les familles ont eu du mal à suivre de près ce qui se passait. Le dimanche 26 janvier, ma famille et moi nous sommes rendus au culte et, comme je devais voyager juste après, il n'a plus été possible d'accéder à l'aéroport à cause des opérations militaires qui y étaient déjà en cours.

Pendant quatre jours, la ville a connu la réalité des détonations des armes lourdes et légères, l'électricité et la connexion internet ont totalement été coupées durant toute une semaine, ce qui a déconnecté toute la population du reste du monde, puisqu'il était impossible de communiquer ou d'utiliser des appareils électroniques. Dans ma famille, nous avons passé quatre jours sans sortir de la maison, nous abritant au rez-de-chaussée par peur de prendre une balle perdue. Pire encore, l'eau aussi a été coupée, augmentant la situation chaotique dans la ville, si bien que plusieurs personnes ont été obligées de sortir pour aller en chercher. L'eau du lac Kivu a été le secours le plus proche jusqu'à ce jour.

Pendant cette guerre qui a eu lieu en pleine ville, plusieurs personnes ont perdu la vie, environ sept cent septante trois, selon certaines sources locales. Les morgues ont été submergées et, sans électricité, certains enterrements ont été faits sans que les personnes soient correctement identifiées. Les blessés sont estimés à environ deux mille deux cent quatre-vingt dans les zones de santé de Karisimbi, Goma et Nyiragongo. Ceux qui sont morts sont des éléments de l'armée, des populations victimes de balles perdues les ayant trouvées dans leurs maisons ainsi que certaines personnes à la recherche de la vie, même en pleine guerre. Des pillages ont été signalés à plusieurs endroits, ciblant des commerces, des dépôts de vivres et médicaments prévus pour les déplacés par les organismes humanitaires. Des armes abandonnées dans les rues par certains militaires en fuite ont été récupérées par

des ennemis de la paix, augmentant ainsi la psychose au sein de la population jusqu'à ce jour. Les écoles et universités restent encore fermées et la vie reprend encore lentement dans la ville.

Ayant prêché dans ma paroisse ce dimanche 2 février, j'ai lu, sur les visages de plusieurs membres, le besoin de recevoir de l'Église du réconfort : c'est une responsabilité urgente.

Fait à Goma, le 2 février 2025

Rev. Dr Fiston Mumbere Ngesera, Pasteur et enseignant à l'Université »

L'appel à la solidarité de Solidarité Protestante

Pour réagir face à cette crise humanitaire au Kivu, la Fondation du Protestantisme, via Solidarité Protestante, lance un appel urgent. Les Églises locales sont en première ligne pour aider la population et œuvrer pour la paix. Vous pouvez les soutenir en faisant un don.

Faire un don

Cinq projets solidaires à soutenir en 2025

Chaque année, le Défap soutient des projets divers à l'international, permettant de répondre aux besoins locaux des communautés des Églises sœurs. Voici cinq projets qui s'inscrivent dans le cadre de cet engagement : renforcer les liens avec les partenaires et lutter pour la justice climatique et le respect de la dignité humaine. De l'acquisition d'un minibus pour le transport sécurisé des enfants, au renforcement de la formation théologique, en passant par le soutien à l'agroécologie, ces projets témoignent de l'importance ces actions de solidarité. Vous aussi vous pouvez soutenir ces initiatives pour contribuer à leur succès et à la transformation des vies dans ces communautés.



1. Sénégal : soutien à la paroisse de Mbettite, un projet pour un avenir durable



Un champ au Sénégal © Photo de José Carlos Alexandre

Au cœur du Sénégal rural, la paroisse de Mbettite fait face à des défis économiques et environnementaux majeurs. Dans ce pays où l'agriculture dépend de trois mois de pluies annuelles, les rendements sont limités, fragilisant les conditions de vie des habitants.

Pour répondre à ces enjeux, la paroisse a initié un projet ambitieux visant à renforcer l'autosuffisance alimentaire et à générer des revenus durables. Concrètement, il s'agit de sécuriser un champ communautaire, d'y développer des pratiques agricoles durables (agroforesterie, maraîchage, élevage) et d'installer un mini-forage.

Ce projet ne se limite pas à l'agriculture : il contribue aussi à la cohésion sociale en rassemblant différentes confessions autour d'un objectif commun. Il lutte contre l'exode rural et l'immigration clandestine en offrant aux jeunes des perspectives locales. Grâce à l'engagement des agriculteurs et éleveurs de la région et à l'ouverture de la

population aux initiatives de développement, ce projet pourrait bénéficier à environ 1100 habitants, soit toute la population du village.

En soutenant la paroisse de Mbettite, vous participez à un projet porteur d'espoir, d'autonomie et de résilience pour toute une communauté.

Je soutiens ce projet

2. RDC : préserver l'environnement et créer des opportunités, un projet pour les jeunes de Goma



Parc National des Virunga © Wikimedia Commons

Aux portes du Parc National des Virunga, la ville de Goma et ses environs sont confrontés à une déforestation massive. Face au chômage, de nombreux jeunes n'ont d'autre choix que de couper du bois dans le parc pour en faire du charbon destiné à la vente, mettant en péril cet écosystème unique. Cette surexploitation accentue les dérèglements climatiques,

bouleverse les saisons agricoles et fragilise encore plus les populations locales.

Pour répondre à cette urgence, la Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique (CBCA) – paroisse Ndosho a lancé un projet innovant alliant formation et entrepreneuriat. L'objectif est double : sensibiliser les jeunes aux enjeux environnementaux et leur offrir des alternatives économiques durables. À travers des formations à la fabrication de foyers à cuisson améliorés (qui réduisent la consommation de bois), en pâtisserie et en entrepreneuriat, le projet permet à ces jeunes de développer des compétences et de créer leurs propres entreprises.

Grâce à un système de crédits rotatifs, les bénéficiaires reçoivent un soutien matériel et financier pour démarrer leur activité, avec un impact positif qui se propage bien au-delà des seuls participants : réduction de la pression sur les forêts, économie de bois pour les familles, et création d'emplois locaux.

Ce projet est une véritable solution d'avenir : il protège l'environnement tout en luttant contre la pauvreté et le chômage. Soutenir cette initiative, c'est contribuer à préserver l'un des joyaux naturels de l'Afrique et à offrir de nouvelles perspectives aux jeunes de Goma.

Je soutiens ce projet

3. RDC : achat d'un minibus pour le transport sécurisé des enfants de la crèche « La Graine »



La crèche « La Graine » © Paroisse Ndosho – ECC Nord-Kivu

À Goma, en RDC, l'insécurité croissante et la criminalité mettent en péril le quotidien des familles, en particulier celui des jeunes enfants. Le kidnapping est devenu une menace constante, obligeant les parents à redoubler de vigilance. Dans ce contexte, la crèche « La Graine » s'impose comme un refuge sûr, offrant un accueil sécurisé et éducatif aux enfants de 2 mois à 5 ans, tout en permettant aux mères de conserver leur emploi.

Mais un problème majeur subsiste : le transport des enfants. De nombreux parents doivent parcourir de longues distances pour amener leurs enfants à la crèche, souvent à pied ou sur des taxis-motos, exposant les plus petits à des risques d'accidents ou d'enlèvements. Face à cette réalité, l'acquisition d'un minibus devient une solution essentielle.

Ce projet vise à financer l'achat d'un minibus sécurisé pour :

- protéger les enfants en leur évitant des trajets dangereux
- faciliter la vie des parents, qui arriveront à l'heure au travail

- faciliter l’accès à la crèche aux familles éloignées
- renforcer la visibilité de la crèche, encourageant ainsi plus de parents à y inscrire leurs enfants.

Grâce à ce transport scolaire, les enfants pourront se rendre en toute sécurité à « La Graine » chaque jour, bénéficiant d’un cadre bienveillant et éducatif.

Soutenir ce projet, c’est offrir un avenir plus sûr aux enfants et soulager les familles de Goma.

Je soutiens ce projet

4. Togo : agroécologie et séchage solaire, une initiative durable du Secaar



© Secaar

Le Secaar (Service Chrétien d’Appui à l’Animation Rurale),

acteur majeur du développement rural, met en œuvre des solutions innovantes pour encourager une agriculture durable en Afrique. Face à l'usage intensif d'engrais chimiques et de pesticides, le Secaar lance un projet innovant à destination des agriculteurs et agricultrices pour :

- Remplacer les produits chimiques de synthèse par des alternatives naturelles (biopesticides et compost)
- Former les agriculteurs et agricultrices aux pratiques agroécologiques et au séchage solaire de légumes produits localement
- Réduire l'empreinte écologique des exploitations agricoles en diminuant leurs émissions de gaz à effet de serre.

Grâce à cette initiative, le Secaar ne se contente pas de sensibiliser : il offre des solutions concrètes aux agriculteurs pour une production plus responsable et plus durable !

Je soutiens ce projet

5. RDC : renforcer l'enseignement théologique à l'UAC de Boma grâce à l'échange de professeurs



© UAC

L’Université de l’Alliance Chrétienne (UAC) de Boma, leader dans la formation des théologiens au Kongo Central (RDC), s’engage à offrir une éducation de qualité, alliant excellence académique et profondeur spirituelle.

Dans cette optique, un programme d’échange de professeurs avec l’Université Protestante au Congo (UPC) de Kinshasa a été mis en place. Depuis plusieurs années, huit enseignants de l’UPC viennent dispenser des cours essentiels en Théologie Systématique, Ancien Testament, Nouveau Testament, Théologie Pratique, Histoire et Missiologie.

Ce projet vise à renforcer ces échanges, en garantissant aux étudiants :

- un enseignement de qualité
- un accès aux dernières recherches et publications

théologiques
- une formation plus complète et plus rigoureuse, préparant efficacement les futurs pasteurs et théologiens.

S'inscrivant dans la dynamique des associations ASTHEOL (Association de formation théologique d'Afrique Centrale) dont I'UAC fait partie, ATIEA (Association des Institutions de formation théologique d'Afrique orientale) et ATISCA (Association des Institutions de formation d'Afrique australe et centrale), ce projet contribue également à la coopération entre les institutions théologiques africaines pour améliorer la qualité de la formation et favoriser le développement des enseignants et chercheurs.

Soutenir ce projet, c'est investir dans l'avenir de la formation théologique en RDC !

Je soutiens ce projet

Soutenir un projet de protection de l'environnement au Bénin : l'appel du Président du Défap

La collecte de fonds pour l'installation d'un

biodigesteur dans le village d'Agbonan au Bénin se poursuit. Ce projet entre dans la démarche du Défap en vue de la réduction de son empreinte carbone, ce qui passe entre autres par le soutien à des projets environnementaux. Aujourd'hui, le président du Défap, Joël Dautheville, appelle les Églises locales, les particuliers, les paroisses, etc ; à soutenir ce projet qui permettra aux ménages et aux établissements scolaires de bénéficier d'une énergie durable pour la cuisson et l'éclairage, d'un compost naturel pour un meilleur rendement agricole. En faisant un don, vous vous associez aux projets portés par le Défap et vous contribuez à réduire votre propre empreinte carbone.

L'appel du Président du Défap au soutien du projet d'Agbonan

Donnez pour ce projet !

« *La crise climatique a des conséquences dramatiques sur toute la planète. Les pays de l'hémisphère Sud, notamment d'Afrique, vont être les plus touchés alors que leur contribution à la pollution est faible contrairement aux pays de l'hémisphère Nord qui sont responsables de 92 % des émissions excessives de*

carbone dans le monde.

Tout comme ses partenaires, les associations et Églises du Sud, le Défap est conscient de sa responsabilité écologique. Il s'est engagé à réduire son empreinte carbone en diminuant sa production de gaz à effet de serre et en compensant ce qu'il ne peut réduire par le soutien à des projets environnementaux issus des partenaires.

Les Églises du Sud et du Nord s'encouragent mutuellement à lutter pour que la terre continue d'être habitable pour tous.

Le Défap a lancé un appel à dons et vous invite à soutenir le projet d'installation d'un biodigesteur à Agbonan au Bénin pour valoriser les déchets agricoles et ménagers, en produisant du biogaz pour la cuisson et l'éclairage et des fertilisants pour l'agriculture.

D'avance merci pour votre contribution.

Je m'adresse à vous, particuliers, paroisses et Églises locales, associations, etc :

- ***en donnant 50 € : vous participez a` la sensibilisation de 4 me´nages a` la gestion et au tri des de´chets.***
- ***en donnant 100 € : vous participez a` la formation de 10 personnes a` l'utilisation d'un biodigesteur.***
- ***en donnant 150 € : vous participez a` l'achat de 5 brouettes pour le transport des de´chets.***
- ***si vous donnez 800 € : vous participez a` l'e´quipement de 75 me´nages pour le tri des de´chets.***
- ***Enfin, si vous donnez 1200 € : vous participez a` l'achat et la construction d'un biodigesteur.***«

Joël Dautheville, Président du Défap

Je donne pour ce projet !

Six projets solidaires à soutenir en 2024

Aider au dialogue des cultures et des religions, soutenir la lutte contre la désertification en Tunisie, favoriser l'insertion socio-professionnelle de jeunes sans emploi à à Djibouti, fournir de l'énergie verte à une ferme-école ou favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui : tels sont quelques-uns des projets du Défap que vous pouvez choisir de soutenir à travers l'édition 2024 du carnet de solidarité de l'UEPAL.



Vue du carnet de solidarité 2024 de l'UEPAL © UEPAL

Chaque année, l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine), l'une des trois Églises membres du Défap, diffuse son « carnet de solidarité » : une publication mettant en avant des projets humanitaires portés par des partenaires chrétiens, que vous pouvez consulter ici ou en cliquant sur l'image d'ouverture de cet article. Grâce au formulaire de dons accompagnant ce carnet, il est possible d'apporter son soutien à l'un ou l'autre projet. Cette année, ce sont six projets du Défap qui sont ainsi présentés par l'UEPAL :

République Démocratique du Congo : renforcer la place de la femme dans les Églises



Remise de diplômes à l'ULPGL© ULPGL

Bien que très impliquées dans les Églises en RDC, les femmes y restent pour l'essentiel cantonnées à des postes subalternes. Or les Églises ne peuvent être crédibles comme acteurs de changement au sein de la société congolaise, sans se transformer elles-mêmes. L'un des facteurs de cette sous-reconnaissance du rôle des femmes dans leurs communautés ecclésiales tient à leur difficulté d'accéder à une formation théologique.

Le Défap propose donc des bourses pour permettre à des jeunes femmes de poursuivre des études supérieures en théologie à l'Université Libre du Pays des Grands Lacs de Bukavu, de manière à former de futurs cadres de l'Église du Christ au Congo (ECC), principale dénomination protestante en RDC. Il s'agit d'un accompagnement durable qui vise à faire évoluer les mentalités non seulement dans les Églises, mais au-delà, dans la société congolaise de cette région du Kivu.

Plus d'informations sur ce projet ici.

République centrafricaine : des jardins pour nourrir Bangui



Rodolphe Gozegba dans un lopin de terre cultivé à Bangui grâce à l'association A9. © Rodolphe Gozegba

En République centrafricaine, la guerre et les défaillances de l'État entretiennent pauvreté et famine. La situation est particulièrement difficile à Bangui, qui dépend pour son approvisionnement de quelques routes, dont la principale a été coupée plusieurs semaines début 2021 par une offensive rebelle. Si le gouvernement centrafricain a réussi à reprendre depuis 2 ans le contrôle d'une grande partie du territoire, c'est un succès qui reste fragile.

Pour favoriser l'autonomie alimentaire de Bangui, l'association A9, portée par un ancien boursier du Défap, Rodolphe Gozegba, a lancé un projet de culture de lopins de terre inexploités dans la capitale. Pour cela, A9 distribue graines, outils, et assure un suivi des participants : 400 familles du 6ème arrondissement, avec des résultats déjà très encourageants.

Plus d'informations ici.

Djibouti : favoriser l’insertion sociale de jeunes sans emploi



Bénéficiaires des formations fournies par l’Église protestante

évangélique de Djibouti © EPED

À Djibouti, l'islam est religion d'État. La liberté religieuse est garantie par la constitution, mais le prosélytisme est découragé par les autorités. Officiellement, le protestantisme est exclusivement représenté par l'Eped (Église protestante de Djibouti). Une petite Église qui bénéficie néanmoins d'une très bonne image au sein de la société djiboutienne : elle la doit notamment à son centre de formation.

Son rôle social et d'aide à l'intégration sur le marché du travail a su acquérir au fil des années une très bonne reconnaissance de la part des autorités. Il fournit des formations à de jeunes adultes handicapés, à des jeunes sans emploi, dans des domaines comme la couture, le secrétariat, les techniques liées à l'énergie solaire… Les postes de l'administrateur et du directeur de ce centre sont tous deux financés directement par le Défap.

Plus d'informations ici, ici et là.

Tunisie : Promouvoir l'agriculture environnementale



Un exemple des actions de l'ATAE en Tunisie : l'accompagnement de cinq familles d'agriculteurs dans la région de Bizerte sur la tenue de leurs oliveraies © ATAE

La Tunisie est l'un des pays les plus exposés au risque de désertification, le réchauffement climatique étant aggravé par des techniques agricoles inadaptées, avec une perte de 15 000 ha/an de terres cultivables. Pour rendre leur fertilité à des terres apparemment perdues, l'Association Tunisienne d'Agriculture Environnementale (ATAE) propose à un réseau d'agriculteurs des formations pratiques sur des procédés écologiques de fertilisation et de culture.

Elle est directement issue de l'expérience de l'association Abel Granier, pionnière en la matière : le pasteur Abel Granier avait été le premier à réhabiliter entièrement une ferme en zone semi-aride. Aujourd'hui, l'ATAE a mis en place un programme de ferme pédagogique, pour permettre aux agriculteurs de son réseau et ayant suivi ses formations de vivre et travailler selon ces principes. Elle bénéficie d'un soutien direct du Défap et de l'envoi de volontaires.

[Plus d’informations sur ce projet ici.]

Maroc : Al Mowafaqa : faire dialoguer les cultures et les religions



Étudiants de la 4ème promotion de licence/DUET à l’Institut Al Mowafaqa (mai 2023) © Al Mowafaqa

La montée des tensions sur fond de radicalisations religieuses illustre chaque jour la nécessité d’entretenir le dialogue interreligieux. Mais comment dialoguer sans connaître l’autre, ce qui fonde sa foi ? Les questions fondamentales sont les mêmes de l’Afrique à l’Europe, même si les enjeux géopolitiques diffèrent.

Un organisme unique, l’institut œcuménique de théologie Al Mowafaqa (mot qui signifie «l’accord»), centre de formation religieuse installé à Rabat, au Maroc, se consacre entièrement à cette problématique du dialogue interculturel et interreligieux. C’est à la fois un lieu d’enseignement, de réflexion et de brassage interculturel, avec des étudiants

dont beaucoup viennent d'Afrique subsaharienne, mais qui peuvent venir aussi d'Europe : il est soutenu par le Défap, à la fois par un financement direct et par l'envoi de boursiers. Pour cette année 2024, ce sont deux étudiantes venues d'Alsace qui en bénéficient.

Plus d'informations ici.

Togo : de l'énergie verte pour une ferme-école



Photo de cultures soutenues par le Secaar © Secaar

Engagé depuis des années dans des projets visant à la sauvegarde de la création, le Défap s'est aussi lancé dans une démarche de réduction de son empreinte écologique. Avec deux volets : un objectif de diminution de ses émissions de gaz à effet de serre de -60% d'ici 2050 (par rapport à 2021) ; et une « compensation » des émissions restantes par le soutien à des activités contribuant à réduire les gaz à effet de serre. Pour cela, le Défap soutient chaque année un projet labellisé « compensation carbone ».

Pour 2024, il s’agit d’équiper une des fermes-écoles du Secaar (Service chrétien d’appui à l’animation rurale, partenaire du Défap) d’un système de pompage solaire, pour remplacer l’actuelle motopompe qui pourvoit à ses besoins en eau, notamment en période de sécheresse. Cette ferme-école pourra ainsi compter sur une source d’énergie propre, responsable et moins coûteuse.

Djibouti : aider la population par la formation

Depuis des décennies, l’Église protestante évangélique de Djibouti (EPED) est engagée dans le développement et la formation des jeunes Djiboutiens afin de leur assurer un métier. Elle le fait à travers son Centre de Formation, qui s’adresse à un public d’enfants de 3 à 6 ans, mais aussi d’adultes voulant se former en langues étrangères (anglais et français), en informatique, bureautique et en communication de l’entreprise. Vitrine de l’action sociale de l’EPED, ce Centre, qui bénéficie du soutien du Défap, détient une solide expérience dans la formation des jeunes en général, et des jeunes en situation de handicap en particulier. Présentation par le pasteur Pierre Thiam, administrateur du Centre.



Remise des diplômes aux étudiants de la promotion 2023 au centre de formation de l'EPED © EPED

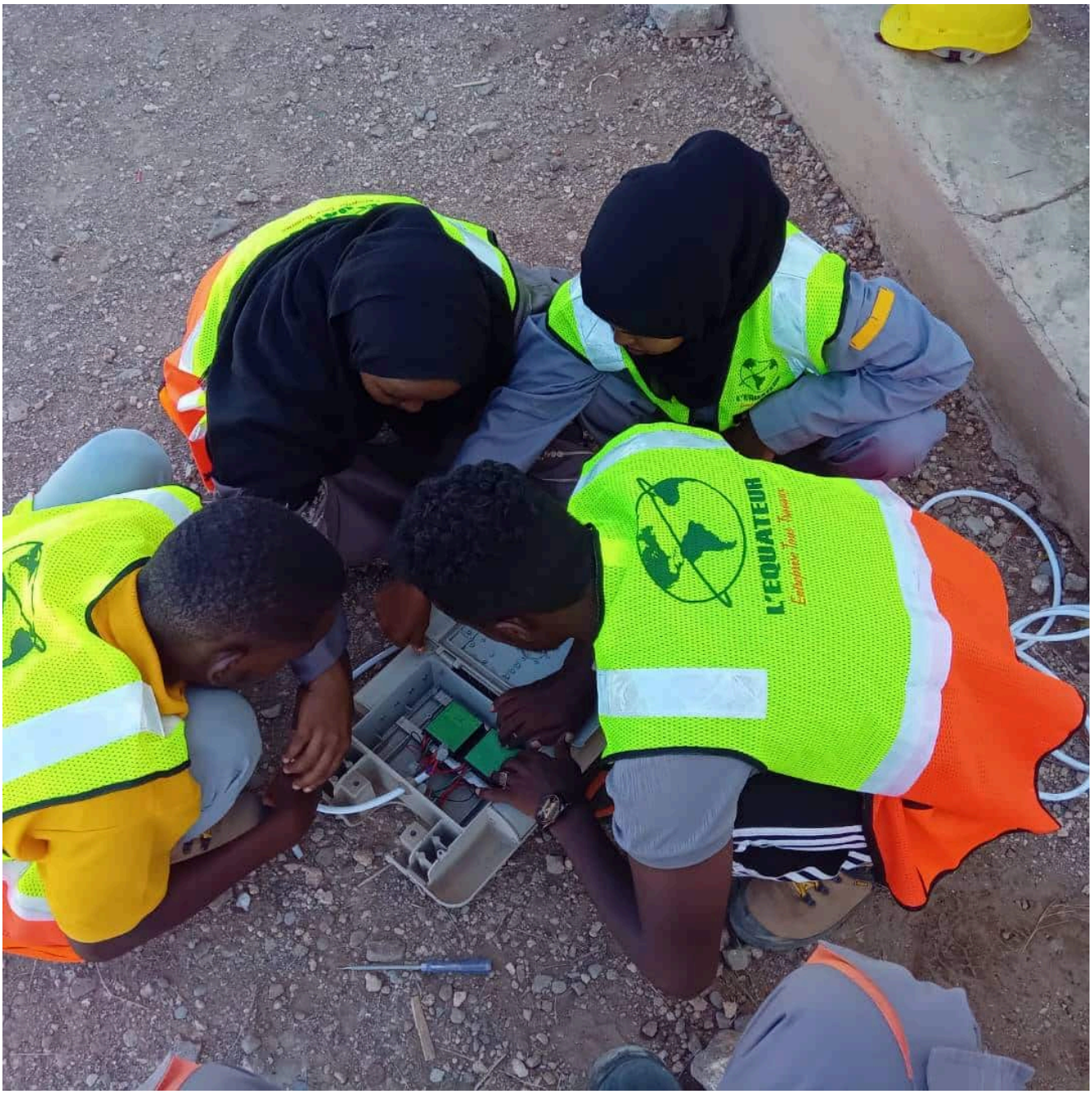
Le Centre de formation de l'Église protestante évangélique de Djibouti (EPED) est un point de passage pour divers jeunes garçons et filles de la capitale et des régions en quête de formations professionnelles. C'est la structure de service social de l'Église qui accompagne les jeunes à travers des formations professionnelles porteuses d'opportunités sur le marché du travail. Il s'ouvre sans exception à tous les élèves. L'accompagnement et la confiance des partenaires lui permettent d'être à la hauteur de sa mission de solidarité avec les populations.

Ses actions rapprochent l'Église de la population, donnent une visibilité certaine à l'Église sur le terrain et permettent de tisser des relations à tous les niveaux.

À Djibouti, l'Église protestante est bien connue de la population, des ministères du gouvernement, des organisations onusiennes, des agences d'État ou des ONG internationales. Toutes ces institutions sont des partenaires locaux de l'EPED à travers les nombreuses formations que le Centre a déroulées avec leur partenariat. Cela en fait un lieu de rencontre entre partenaires, certains d'entre eux s'y voyant pour la première fois. Quant aux élèves, ils y rencontrent les grands

responsables qui animent la vie politique, sociale et économique du pays.

Un rôle social reconnu par les autorités djiboutiennes



Jeunes du centre de formation de l'EPED lors d'une installation électrique fonctionnant grâce à des panneaux solaires © EPED

Plusieurs personnalités visitent chaque année le centre de formation de l'Église. C'est le signe que l'EPED fait le pont entre les partenaires et permet de tisser des liens de

solidarité dans le pays.

Un des chargés de mission à la présidence de la République, en visite dans les locaux, disait aux jeunes en formation : « Ne voyez pas seulement les signes distinctifs de l'Église à Djibouti mais regardez tout le travail social qu'elle fait dans notre pays pour le bien des populations ». Cette déclaration, non seulement résume le travail de l'EPED, mais constitue aussi un appel à maintenir l'œuvre sociale au service de la population.

Lieu d'inclusion sociale, le Centre accueille ensemble des élèves en situation de handicap, des enfants de la rue pour l'alphabétisation et des élèves valides pour apprendre à construire ensemble, une société où le droit de chaque personne est respecté, surtout le droit à l'éducation et le droit au bien-être.

Pasteur Pierre THIAM,
Église protestante évangélique de Djibouti

La Réunion : un jubilé, et des projets

L'Église Protestante de la Réunion fait partie des Églises de sensibilité luthéro-réformées que le Défap accompagne notamment par l'envoi de pasteurs. Le 26 novembre dernier, elle a clôturé lors d'un culte spécial une année de célébrations marquant les 30 ans de son centre paroissial « La Source », en présence de

Michel Specht, trésorier du Défap.



Un concert du groupe et ensemble vocal Ananias, qui a participé aux célébrations du jubilé du centre paroissial « La Source » © EPR

Pour l'Église Protestante de la Réunion (EPR), le dimanche 26 novembre 2023 marquait la clôture de l'année jubilaire des 30 ans de son centre paroissial « La Source » à Saint-Denis. L'événement a été marqué par un culte, et par le dévoilement d'une nouvelle plaque devant le bâtiment. Michel Specht, trésorier du Défap, était présent ; il avait également pour mission de représenter la Ceeefe, la Communauté des Églises protestantes francophones, et a porté un message au nom de la Cevaa. « Merci à tous pour la présence, les chants, les prières, les dons… et toutes sortes d'implications dans tous les événements organisés marquant ainsi l'attachement que nous portons à notre Église », a écrit Hanitra Collongues, présidente de l'EPR, à la suite de cette cérémonie. « Cette fin de jubilé est aussi un nouveau lancement pour nous tourner résolument vers l'avenir, vers de nouvelles missions, pour rayonner autour de nous et partager ce que nous avons reçu en Jésus-Christ. Que toujours nous restions des serviteurs fidèles à sa parole. » Pour s'orienter vers de nouveaux projets, l'Église Protestante de la Réunion a désormais un

deuxième lieu pour organiser ses activités et marquer sa visibilité dans l'île : le centre communautaire Martin-Luther-King, construit avec le soutien du Défap et de la Cevaa, et qui a été inauguré deux ans auparavant, presque jour pour jour, à Saint-Pierre. L'EPR œuvre ainsi aujourd'hui sur deux pôles, un dans le nord de l'île, et un dans le sud.

L'Église protestante de La Réunion est membre de la Cevaa-Communauté d'Églises en mission et de la Ceeefe-Communauté d'Églises protestantes francophones ; elle est aussi membre de la Fédération Protestante de France et associée à l'Église Protestante Unie de France. Elle rassemble environ 500 personnes. Cette communauté protestante réunionnaise fait partie des Églises de sensibilité luthéro-réformées présentes aussi aux Antilles ou en Guyane, que le Défap accompagne notamment en contribuant à financer des postes pastoraux, mais aussi à travers le soutien à des projets.

« Vivre l'unité dans la diversité »



Membres de l'EPR devant la nouvelle plaque dévoilée au niveau du centre paroissial « La Source » © Michel Specht pour Défap

Ses bâtiments, qu'il s'agisse de « La Source » ou du centre « Martin-Luther-King », ont été longtemps pour l'Église Protestante de la Réunion un enjeu majeur de visibilité. Avant l'acquisition de ses premiers locaux en 1992 à Saint-Denis, l'EPR était ainsi sans bâtiment propre. D'où l'importance de l'anniversaire fêté en ce mois de novembre. Pour autant, s'il fallait trouver une date de naissance officielle pour cette Église, il faudrait remonter bien en amont. Jusqu'aux années 1970, avec tout d'abord la création de l'Association Cultuelle de l'Église Réformée du Département de La Réunion (Acerdr), déclarée officiellement en 1976, et avec le premier envoi d'un pasteur par le Défap, Bernard Massias, arrivé dans l'île en 1978 et qui devait y rester six ans. Depuis les années 2000, un second poste paroissial a aussi été créé dans la commune de Saint-Pierre. Actuellement, l'EPR est toujours accompagnée par

le Défap, avec la présence sur place, depuis fin 2022, du pasteur Michael Schlick.

Pourtant, bien avant cette officialisation, une petite communauté protestante et luthéro-réformée s'était implantée dans l'île, contre vents et marées, et longtemps contrainte à une semi-clandestinité par trois siècles d'hégémonie catholique. Lors de son arrivée dans ce que l'on nommait alors l'île Bourbon, en 1689, soit quatre ans après la révocation de l'édit de Nantes, le gouverneur Vauboulon avait reçu, en matière de religion, un mandat on ne peut plus clair du roi Louis XIV : « Et comme il n'y a que des catholiques dans ladite Isle, il ne souffrira point qu'il en demeure d'autres. » Fait curieux, ce monopole catholique devait perdurer même lorsque l'île passa sous contrôle anglais, de 1810 à 1815. Et il ne fut pas ébranlé lorsque, en 1862, des protestants locaux en appelèrent à Napoléon III pour obtenir un lieu de culte et un logement destiné à un pasteur : la demande resta vaine. Le petit nombre de réformés dans l'île, tous déjà protestants avant leur arrivée, devait pourtant croître avec la départementalisation de 1946, qui vit la venue dans l'île de fonctionnaires de la métropole. Roger Muller, aumônier militaire de l'Église Réformée de France en poste à Madagascar, célébra le premier culte public en 1955.



Le centre paroissial « La Source », à Saint-Denis, dans le Nord de l'île © EPR

Mais pendant que la petite communauté réformée restait dépendante des visites d'aumôniers militaires venus de Madagascar, d'autres Églises protestantes s'implantaient dans l'île, non sans mal : la communauté adventiste, dès les années 40 ; les Assemblées de Dieu dans les années 60, puis les Églises baptistes et évangéliques au début des années 70… Au moment de son officialisation, l'Église Réformée du Département de La Réunion vit ainsi le jour au sein d'un paysage religieux devenu beaucoup plus divers. Diversité qui n'a fait que se renforcer depuis, même si le catholicisme reste largement prédominant : aujourd'hui, l'île est à 85% catholique, 7% hindouiste, 2% musulmane. Les protestants représentent moins de 1% de la population. Église pluriculturelle, comptant parmi ses fidèles une forte communauté malgache, des métropolitains, quelques Allemands ainsi que d'autres expatriés d'Europe du nord, quelques Africains et quelques Réunionnais, l'EPR s'efforce de vivre « l'unité dans la diversité » et de travailler à sa visibilité

dans la société réunionnaise à travers ses actions sociales, menées notamment par l'Association Martin Luther King ; elle veut entretenir des relations privilégiées avec les autres Églises sœurs protestantes de l'île et de la zone « océan indien » ; elle participe à des rencontres interreligieuses, à travers le groupe de dialogue interreligieux créé en 2000 à l'initiative de plusieurs responsables des principales religions représentées dans l'île.



Le lancement des festivités du jubilé du centre paroissial « La Source », en novembre 2022 © EPR

RDC : assister les victimes des guerres

Si les projets du Défap se déploient avant tout sur un temps long, des situations d’urgence peuvent nécessiter une manifestation de solidarité immédiate. C’est pour de tels cas qu’existe Solidarité protestante, une plateforme regroupant des acteurs chrétiens de l’humanitaire, dont le Défap est membre et qu’il a contribué à mettre en place. En République Démocratique du Congo, géant du christianisme francophone, le Défap entretient ainsi avec l’Église du Christ au Congo des relations tournant essentiellement autour de l’échange théologique. Mais lorsque la branche locale de l’ECC Nord-Kivu a dû venir en aide aux déplacés fuyant les violences de mouvements rebelles comme le M23, le Défap a pu apporter son soutien, avec Solidarité protestante, pour des distributions de vivres.

S’il est une chose à toujours garder en tête lorsqu’on évoque la République Démocratique du Congo, c’est d’abord sa taille : la RDC est un géant. Avec 2,3 millions de kilomètres carrés, une superficie équivalente à celle de l’Europe occidentale, c’est le plus vaste pays d’Afrique subsaharienne. Une population qui croît à grande allure : 71 millions d’habitants en 2012, plus de 81 millions en 2016, quasiment 93 millions en 2020, probablement plus de 105 millions en 2023… Le taux de croissance démographique, évalué à 3,3% au cours de l’année 2023, est supérieur à la moyenne du continent (+2,5% sur un an). On estime que d’ici 2050, la RDC comptera 215 millions d’habitants et rejoindra les 10 pays les plus peuplés du monde.

Ce pays immense est très majoritairement chrétien. Les chiffres varient selon les sources, en raison notamment de la difficulté à évaluer le nombre de fidèles qui se rattachent à l’une des très nombreuses Églises pentecôtistes et de Réveil : entre 80% et 93%. Le dernier rapport du cabinet d’étude « Target » sur l’appartenance religieuse des Congolais, datant de 2022, soulignait ainsi la place toujours essentielle de l’Église catholique, regroupant 39% des fidèles. Venaient ensuite les mouvements religieux suivants, classés indépendamment de la confession : les protestants (23%), les adeptes des Églises évangéliques dites de Réveil (15%), les pentecôtistes (7%), les brahmanistes (5%), les témoins de Jéhovah (3%), les musulmans (2%), les kimbanguistes (2%)… Outre leur poids au sein de la société, qui a pu les amener à jouer un rôle politique de premier plan (l’Église catholique a beaucoup pesé en faveur de l’émergence de la démocratie), les Églises sont des acteurs sociaux majeurs. Elles gèrent des écoles, des hôpitaux, ont une importante action sociale et pallient les défaillances de l’État dans de nombreux domaines.



La RDC, un géant du christianisme francophone : vue d'un culte dans une Église de l'ECC © ECC

Un rôle social majeur pour les Églises

Tout comme l'Église catholique, les Églises protestantes assument ainsi nombre d'activités cruciales pour la société congolaise – avec d'autant plus de visibilité que beaucoup d'entre elles sont regroupées au sein d'une même structure, cumulant les caractéristiques d'une Église et d'une fédération : l'ECC – l'Église du Christ au Congo. L'ECC rassemble 95 communautés ecclésiales différentes (on préférera parler de « communautés » plutôt que « d'Églises » au sein de l'ECC), dont 70 sont présentes dans la seule ville de Kinshasa. Et d'une communauté à l'autre, les théologies dialoguent, les liturgies se rapprochent. Les facultés de théologie jouent pour cela un grand rôle : entre les communautés baptiste, anglicane ou mennonite, on retrouvera des pasteurs qui ont fréquenté les mêmes universités et suivi les mêmes cours.

Le Défap travaille justement avec cinq universités

protestantes en RDC, qui disposent chacune d'une faculté de théologie : L'Université Protestante au Congo – UPC (à Kinshasa); l'Université Libre des Pays des Grands Lacs – ULPGL (à Goma et à Bukavu) ; l'Université Évangélique en Afrique – UEA (à Bukavu); l'Université Presbytérienne du Congo – UPRECO (à Kananga). Au sein de ces facultés se rencontrent des élèves issus de communautés ecclésiales différentes, entretenant ainsi le dialogue œcuménique. Parmi leurs responsables figurent souvent des théologiens dont les travaux de recherche ont été soutenus par le Défap. Les relations avec le protestantisme français se concrétisent aussi à travers des échanges de professeurs.



Organisation d'une distribution de produits alimentaires et d'hygiène en faveur de déplacés par l'ECC Nord-Kivu © ECC

Des crises récurrentes, et de gros besoins humanitaires

Mais ce géant qu'est la RDC affronte aussi depuis longtemps de multiples crises. Une longue succession de conflits,

d’instabilité, de troubles politiques et de régimes autoritaires a conduit à une crise humanitaire aussi sévère que persistante, à laquelle s’ajoutent des déplacements forcés de populations. Des poches d’insécurité persistent dans le pays, particulièrement dans sa région orientale. Ces derniers mois, la situation sécuritaire s’est même gravement détériorée dans les provinces du Nord-Kivu et de l’Ituri, où des milliers de personnes ont dû fuir les affrontements entre l’armée congolaise et des groupes armés.

Les Églises ont un rôle important pour apporter un soutien aux victimes. L’ECC, très structurée au niveau national, a ainsi les moyens humains d’agir. Mais au vu de l’ampleur des mouvements de population, les Églises ont besoin d’aide. Selon l’Organisation internationale pour les migrations (OIM), 6,9 millions de personnes sont actuellement déplacées à l’intérieur du pays du fait des violences. Si les actions du Défap se placent surtout dans le champ de l’échange théologique, il n’est pas possible d’ignorer de tels besoins. Si les projets portés par le Défap se déploient avant tout sur un temps long, l’urgence de certaines situations appelle aussi à une manifestation de solidarité immédiate. C’est précisément pour y faire face qu’a été créée la plateforme Solidarité protestante, que le Défap a contribué à mettre en place et dont il fait partie. Le comité de cette plateforme est piloté par la Fondation du Protestantisme et la Fédération protestante de France qui s’entourent d’ONG et d’institutions chrétiennes expertes dans l’aide humanitaire d’urgence et de crise.


ECC / NGRB KIVU
Assistance Humanitaire
aux victimes de guerre
du Territoire de Nyiragongo

Organisation d’une distribution de produits alimentaires et d’hygiène en faveur de déplacés par l’ECC Nord-Kivu © ECC

Un soutien conjoint du Défap et de Solidarité protestante

Solidarité protestante et le Défap ont ainsi été amenés à intervenir à la suite d’un important déplacement de population dû à des violences provoquées par le M23. À la fin de 2021, la résurgence de ce mouvement rebelle a provoqué dans le Nord-Kivu le déplacement de centaines de milliers de personnes et aggravé une crise humanitaire quasi permanente dans l’Est de la RDC depuis près de trente ans. L’ECC s’est notamment mobilisée à l’occasion d’une opération organisée dans le territoire de Nyiragongo au cours de l’été 2023, pour venir en aide à des pasteurs et à leurs proches rassemblés dans le camp des déplacés de Kanyaruchinya. Le Défap et Solidarité protestante ont pu tous deux apporter un soutien financier pour la distribution de colis alimentaires et de produits d’hygiène.

La situation sur place est cependant loin de s’être apaisée. Après une accalmie, les combats se sont de nouveau intensifiés depuis début octobre entre les rebelles du M23 et des groupes armés pro-gouvernementaux. Ils se sont même rapprochés à une vingtaine de kilomètres au nord de Goma, ville de plus d’un million d’habitants tout près de la frontière rwandaise. À la fin d’octobre, environ 5,6 millions des déplacés de RDC se trouvaient dans les provinces orientales du Nord-Kivu, Sud-Kivu, d’Ituri et du Tanganyika, selon l’OIM. Le seul Nord-Kivu comptait à lui seul près de 1 million de déplacés. Actuellement, selon l’Organisation internationale pour les migrations, « avec le conflit en cours et l’escalade de la violence, la RDC est confrontée à l’une des plus grandes crises de déplacement interne et humanitaire du monde ».



Organisation d'une distribution de produits alimentaires et d'hygiène en faveur de déplacés par l'ECC Nord-Kivu © ECC